



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Sisters of Mercy of the Americas, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

À l'occasion de la cinquante et unième session de la Commission du développement social, l'organisation Sisters of Mercy of the Americas, qui travaille dans plus de 40 pays à travers le monde, déplore publiquement que la confiance aveugle qui est accordée au modèle capitaliste de développement et la soif de gain des gouvernements et industries extractives pour qui le profit importe plus que la vie amènent à mépriser l'autonomisation des populations et l'environnement. Alors que le fossé qui sépare les riches des pauvres se creuse, non seulement des populations sont marginalisées, mais de plus leur survie même est menacée. De façon plus globale, cette situation lamentable abîme le tissu social, alimente la discorde et répand la violence. Ce modèle, fondé sur une économie alimentée par la croissance et sur un développement qui est tout sauf durable, marginalise des villages et des villes, met à mal la cohésion sociale, mais aussi, de façon plus dévastatrice encore, il anéantit la culture même qui promeut le respect de la vie sous toutes ses formes.

Thème prioritaire et expériences personnelles de nos membres

En ce moment crucial, les Sisters of Mercy se félicitent du choix du thème prioritaire de la Commission, car c'est l'occasion pour cette organisation, en s'appuyant sur l'expérience accumulée de longue date par ses membres, de réfuter le mythe diffusé par certains gouvernements et certaines entreprises, selon lequel l'exploitation des ressources naturelles et la croissance économique peuvent à elles seules permettre un développement social et durable et éliminer la pauvreté.

L'expérience de nos membres prouve au contraire, et de façon accablante, que l'exploitation des ressources naturelles et le développement effrénés coûtent plus cher aux populations locales qu'ils ne leur rapportent de bénéfices. L'idée généralement acceptée selon laquelle tout le monde bénéficie des richesses promises par l'industrie minière est fausse. La réalité crue est que ce système d'exploitation des richesses fournit un revenu à un petit nombre de consommateurs et en laisse la majorité dans le besoin. Les modèles de développement actuels des industries extractives souvent marginalisent les individus et entretiennent le chômage, la pauvreté, la discorde et la violence. Le système qui a engendré cette inégalité a eu de graves répercussions auxquelles les États n'ont pas su remédier.

Trop souvent, nos membres voient leurs gouvernements céder aux sirènes des compagnies minières et oublier leurs responsabilités à l'égard des populations locales. Sous le couvert du « développement », les lois sont bafouées ou ignorées pour satisfaire les demandes de ces entreprises, en foulant aux pieds les droits des populations. Nos membres nous font savoir que les gouvernements ont souvent vendu les futures ressources potentielles de leur pays aux compagnies minières. Même lorsque des gouvernements ont tenté de respecter leur obligation de protéger leur population et l'environnement (comme ce fut le cas en El Salvador), les traités commerciaux en vigueur ont donné le droit aux entreprises étrangères d'attaquer les gouvernements en question pour violation de leur droit au profit.

Nos membres nous signalent également que les populations locales sont divisées et que les familles des mineurs pâtissent des conditions de travail imposées au nom des gains de productivité. En outre, des habitants ont vu leurs droits de l'homme bafoués parce qu'ils ont protesté contre la construction d'une mine dont ils craignent qu'elle ne pollue leur environnement et nuise à leurs moyens de subsistance.

Marginalisation des populations

Alors que les compagnies minières se disputent l'accès aux terres et aux ressources en eau et en énergie, les populations locales voient leur droit au développement, à la santé et aux moyens de subsistance remis en cause. Loin de bénéficier des retombées des activités d'extraction, elles perdent de précieuses ressources agricoles, forestières et hydrauliques, qui constituent leur patrimoine depuis des siècles.

L'effet le plus néfaste pour les peuples et communautés autochtones vient du fait que les compagnies ont pour habitude de refuser de respecter leurs obligations juridiques internationales et d'omettre de consulter les populations, comme elles en ont l'obligation, et d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Les gouvernements se rendent complices de tels agissements en ne donnant pas aux populations locales l'accès aux mécanismes de décision et la marge de manœuvre qui leur permettraient d'être associées au processus de prise de décisions et d'être informées des avantages et des dangers de l'exploitation des ressources naturelles pour les générations actuelles et celles à venir. Trop souvent, le modèle prôné par les industries extractives est présenté comme la meilleure voie d'accès des populations locales au développement économique et social.

Violations des droits de l'homme

Les opposants sont souvent réduits au silence. Les acteurs étatiques tout comme les acteurs non étatiques sont responsables de la marginalisation économique, juridique et politique des populations locales. Les cas de harcèlement, d'ostracisme et de poursuites criminelles à l'encontre des protestataires ne sont que trop banals et ne cessent malheureusement d'augmenter. Lorsque nos membres résident dans des pays qui ont fait de l'extraction des ressources naturelles le moteur de leur croissance économique, ils constatent que ces pays remettent presque tous en question le droit des individus à disposer d'eux-mêmes, à protester et à manifester contre des méthodes dangereuses d'extraction des ressources naturelles. Les militants qui protestent contre les injustices créées par les activités d'extraction du pétrole, du gaz et autres ressources sont de plus en plus fréquemment victimes de menaces ou assassinés. Trop souvent, les États manquent à leur devoir de prévenir de telles situations ou d'y remédier, et d'associer les populations locales aux décisions prises, pour créer un cadre juste, durable et équitable, qui soit propice à l'élimination de la pauvreté et au développement.

Manque de transparence

Enfin, le manque de transparence, notamment le fait de ne pas divulguer les sommes que les compagnies minières versent aux gouvernements, exclut encore plus les populations, qui n'ont pas accès aux informations concernant les recettes que ce secteur génère dans leurs propres pays et communautés locales et les transactions qui sont conclues. Ce manque de transparence et de responsabilité a été directement mis en rapport avec l'augmentation de la pauvreté dans les pays riches en ressources naturelles, car les recettes issues de l'exploitation de ces ressources quittent le pays et bénéficient en premier lieu aux compagnies et à leurs actionnaires.

Toutefois, nos membres se félicitent des progrès récemment accomplis en matière de transparence et de responsabilité, avec la publication des sommes versées au titre des redevances, des primes et des impôts, et la création d'instances nationales de contrôle dans le cadre d'initiatives volontaires comme la campagne

« Publiez ce que vous payez » et l'initiative de transparence des industries extractives. Par ailleurs, ils saluent la dernière mesure prise suite à l'adoption de la loi Dodd-Frank aux États-Unis d'Amérique, qui oblige les multinationales cotées à Wall Street à divulguer les sommes qu'elles versent à des gouvernements étrangers au titre de l'exploitation de ressources naturelles. Si l'on veut vraiment faire progresser l'autonomisation des populations et l'élimination de la pauvreté, l'Union européenne, le Canada et autres doivent prendre la même voie et adopter des règlements rigoureux et contraignants en ce qui concerne l'enregistrement des paiements effectués au titre de l'exploitation des ressources naturelles.

Recommandations

Nous demandons instamment à l'ONU et à ses États Membres :

a) De mener au sein du système des Nations Unies une étude factuelle destinée à recenser les incidences humaines, sociales et environnementales des industries extractives sur les populations locales, afin d'adapter les politiques, d'orienter l'application du programme de développement pour l'après-2015 issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et de progresser sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable;

b) De contraindre les gouvernements et les industries extractives à respecter l'obligation que leur impose le droit international de suivre une procédure transparente et responsable, et d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause¹ des populations autochtones dans toutes les négociations qu'ils mènent avec elles et ce, tout au long du cycle minier. Une procédure tout aussi rigoureuse doit être appliquée dans le cadre des négociations avec des populations non autochtones;

c) De respecter les obligations souscrites sur le plan international de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales en ce qui concerne les conséquences de l'exploitation des ressources naturelles pour les hommes et l'environnement, notamment le droit à la liberté d'association, à la liberté de réunion pacifique, à la liberté d'expression et à l'accès aux informations concernant les projets miniers; et dans le même temps, protéger les protestataires manifestant pacifiquement de toute répression violente et faire appliquer les sanctions à l'encontre des auteurs d'une telle répression;

d) D'adopter des règles rigoureuses et contraignantes en ce qui concerne la publication des sommes versées au titre de l'exploitation des ressources naturelles. Fixer des objectifs constructifs en ce qui concerne l'utilisation des bénéfices nets en devises et des impôts générés par les industries extractives, comme le financement des investissements dans le domaine social et la promotion de la diversification économique et des moyens de subsistance ainsi que les programmes de réduction de la pauvreté.

Nous demandons instamment aux entreprises du secteur des industries extractives :

a) De respecter l'obligation juridique que leur impose le droit international d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des populations autochtones et ce, pendant toute la durée du cycle d'extraction des

¹ Voir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, art. 32, et la Convention n° 169, art. 15 et 16, de l'Organisation internationale du Travail.

ressources naturelles, et de permettre à une tierce partie de surveiller le bon déroulement de ce processus; et d'instaurer par ailleurs des processus tout aussi rigoureux pour toutes les négociations avec les groupes non autochtones;

b) De divulguer régulièrement, dans la langue des populations autochtones concernées, les résultats complets des études d'impact indépendantes menées pour évaluer les conséquences de tous les projets d'extraction pour les droits de l'homme et l'environnement – y compris les procédures de gestion des déchets et les plans de fermeture des mines – et leurs répercussions sur la santé et le bien-être des populations locales, sur les terres, les ressources en eau et les écosystèmes d'importance vitale;

c) Lorsque les habitants donnent leur accord pour l'extraction de ressources naturelles, de leur donner la possibilité d'acquérir des compétences, d'être formés et de trouver un emploi et, par là, de bénéficier des retombées positives des activités des industries extractives.

Conclusion

Tant que les industries extractives ne seront pas juridiquement obligées de mettre en place des mécanismes de développement nationaux et internationaux durables et fondés sur le respect des droits de l'homme et tant qu'elles ne seront pas sanctionnées en cas de manquement à ces obligations, des communautés entières continueront d'être marginalisées et livrées à elles-mêmes, sans bénéficier de la protection des garanties de développement qui leur sont dues sur le plan économique, social et environnemental.

La meilleure façon d'éliminer la pauvreté et d'instaurer un développement durable, c'est de donner aux individus les moyens de subvenir à leurs besoins. Comme l'a dit la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, « Le droit au développement est un droit ouvert à tous sans exception, et les peuples autochtones ont le droit de définir et de déterminer leur propre voie vers le développement. Nous devons veiller à ce que le développement des uns ne fasse pas le malheur des autres ».

C'est le moins que nous puissions faire, au nom de notre appartenance commune à l'humanité.

Note : Cette déclaration a été approuvée par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social suivantes : Compagnie des filles de la charité de Saint-Vincent de Paul, Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, Dominican Leadership Conference, Passionists International, Pax Christi International, Missions salésiennes, Sœurs de Notre-Dame de Namur, UNANIMA International et VIVAT International.